

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1968

L'une des manifestations les plus significatives du mouvement de mai a été la formation de Comités d'Action dans un certain nombre d'entreprises - généralement importantes - et de services publics. Réaction le plus souvent spontanée contre le rôle joué dans la grève par les centrales syndicales, ces comités regroupaient au début de juin aussi bien des militants ou ex-militants de différents groupes politiques d'extrême-gauche, que des syndicalistes qui avaient perdu confiance dans leur direction, des membres du P.C.F. qui se posaient des questions, et des militants venus pour la première fois à la politique à travers l'expérience acquise dans les piquets de grève.

Ainsi constitués les Comités d'Action d'entreprise n'étaient ni des organes de masse (car contrairement aux comités de base du type Rhône-Poulenc ils ne regroupaient que de très faibles minorités) ni à proprement parler des groupes politiques (car ils n'avaient pas de position claire, même sur les problèmes immédiats qui se posaient au mouvement, et à plus forte raison sur les problèmes généraux). La force des comités c'était leur lien direct avec les travailleurs rassemblés sur les lieux de production, qui leur faisait ressentir fortement les nécessités pratiques de la lutte en cours. Ce qui les unissait, c'était une aspiration commune, au-delà du succès de la grève, à un bouleversement profond de la société. Mais sur la nature de ce bouleversement et les voies susceptibles d'y aboutir les militants des comités avaient parfois peu d'idées précises, et souvent des idées très divergentes.

Cette confusion - sans doute inévitable au sortir de tant d'années de léthargie politique et de stagnation des luttes ouvrières - a lourdement hypothéqué l'avenir des Comités d'Action. A partir du moment où ils n'étaient plus portés par une grève de masse - ou par l'espoir fallacieux d'une promptre reprise du mouvement - ils ont commencé à se décomposer en leurs éléments constitutifs. Certains comités, dominés par un groupe politique, ont été plus ou moins sabordés, d'autres maintiennent tant bien que mal un équilibre instable entre tendances rivales. Mais si les militants organisés politiquement ont pu se raccrocher à leur groupe respectif, et même y entraîner de nouveaux adhérents, les autres - qui sont en fait la grande majorité - se trouvent actuellement plus ou moins désorientés. Beaucoup sont rentrés dans leur coquille, découragés par l'insuccès apparent de leurs efforts. Les autres se retrouvent plus ou moins régulièrement, soit sur le plan de l'entreprise, soit plutôt dans

....

des comités de quartier ou dans différents comités de liaison, éventuellement noyautés par un ou plusieurs groupes politiques.

Van d'ag
de l'inter

Cette démobilisation partielle et cet émiettement risquent aujourd'hui de faire perdre une bonne partie de l'acquis politique de mai, laissant le champ libre aux micro-bureaucraties qui cherchent à se substituer aux bureaucraties politico-syndicales officielles en se réclamant ou non des différentes nuances du bolchévisme. Dans l'euphorie de mai, beaucoup ont pu croire que ces directions de rechange avaient été pratiquement balayées dans la mesure où dans l'action elles avaient été dépassées au même titre que celles qu'elles aspirent à remplacer. En fait, il n'en est rien, car ces formations correspondent à certains aspects réels de la société capitaliste. A long terme, elles traduisent la nécessité éventuelle du passage - le cas échéant, par la violence - du capitalisme mixte à l'occidentale à un capitalisme d'Etat plus centralisé. Dans l'immédiat, elles sont, par leur idéologie et leur forme d'organisation, un des canaux de pénétration des rapports sociaux capitalistes au sein du prolétariat et des couches qui gravitent autour de lui. Le danger que représentent les tendances dirigistes au sein de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement de mai ne doit donc pas être sous-estimé, quels que soient leurs effectifs actuels. Bien entendu, il ne s'agit pas de s'attaquer à des militants sur un plan personnel, mais de mener une lutte politique qui est partie intégrante de l'action anti-capitaliste.

La condition première de cette lutte, c'est la clarification des bases réelles du mouvement de mai qui, par sa rébellion initiale contre le dirigisme sous toutes ses formes, s'attaquait, avec un sûr instinct de classe, aux bases mêmes de la société d'exploitation. Il ne s'agit pas de définir dogmatiquement le sens et le contenu du mouvement; il s'agit d'engager une discussion systématique entre ceux dont les préoccupations à cet égard se rejoignent. Toutefois une élaboration de ce genre ne peut pas consister uniquement en des discussions orales ou écrites, mais doit être continuellement vivifiée par une activité pratique (sans que l'on se laisse obnubiler par le mythe de l'efficacité immédiate, qui pousse tant de militants, d'orientation anti-dirigiste, dans les bras des bureaucraties officielles ou oppositionnelles).

Ces différents aspects se combinent pour souligner l'urgence d'un regroupement des militants résolus à pousser à fond la lutte contre le capitalisme sous tous ses aspects. Il faut que ces militants surmontent le complexe anti-organisationnel qui s'est emparé d'eux à la suite des expériences décevantes faites sous l'égide de telle ou telle direction. Il est faux que toute organisation soit par la force des choses bureaucratique. La pression de la société de classe tend naturellement à ce résultat, mais celui-ci peut être combattu, au même titre que la société de classe elle-même (ou alors il faut admettre que le capitalisme est indestructible). Du reste, nous n'avons pas le choix: en dehors des périodes de lutte ouverte, qui sont forcément rares, les militants ne peuvent survivre en tant que tels qu'en s'organisant.

L'important est que le contenu aussi bien que la forme de l'organisation constituent une rupture radicale avec les schémas bureaucratiques, ce qui implique que l'accent soit mis sur l'action contre toute tentative de subordination d'une lutte à une direction autre que l'ensemble de ceux qui sont concernés. A partir du moment où les militants organisés ne se posent plus face à la classe ouvrière comme une direction au moins virtuelle, leur intervention peut aider réellement les travailleurs en lutte, aussi bien dans le sens de leurs intérêts immédiats que du point de vue de leurs intérêts de classe à long terme.

Cette orientation est également la seule qui ouvre la voie à une démocratie directe effective. Toute tentative d'établir avec la classe ouvrière un rapport de

...

dirigeants à exécutants se traduit obligatoirement par le développement de rapports du même type au sein de l'organisation militante. La reconnaissance explicite du rôle de simples auxiliaires que peuvent jouer les militants dans la lutte des classes leur permet, en revanche, d'assumer pleinement leurs responsabilités dans l'action, en refusant toute délégation de pouvoirs - même temporaire et révocable - à un organisme restreint, même élu conformément à la démocratie formelle.

Un regroupement fondé sur ces principes donnera aux militants du mouvement de mai la possibilité de définir leur orientation et de se doter des moyens matériels nécessaires pour faire entendre leur voix. Et il leur permettra par là même d'intervenir correctement dans les luttes qui ne manqueront pas de se produire à mesure que le capital s'efforcera de reprendre les maigres avantages concédés en juin dernier.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

"Pratiquement le communisme n'est possible qu'en tant qu'oeuvre des peuples dominants, en tant qu'acte concerté ou déclenché simultanément; ce qui suppose préalablement le développement universel des forces productives et des relations mondiales que cela entraîne."

K.MARX Idéologie allemande, 1846.

"Que veut dire le prolétariat élevé au rang de classe dominante? Cela veut dire que le prolétariat, au lieu de lutter isolé contre les classes économiquement privilégiées, a conquis assez de force et d'organisation pour utiliser dans sa lutte contre elles des moyens de violence généraux; mais il ne peut employer que des moyens économiques qui suppriment son propre caractère de salarié et, par conséquent, de classe."

BAKOUNINE - Notes sur l'Etat et l'Anarchie
1874

"Le socialisme éclot de la conscience sensible, théorique et pratique de l'homme et de la nature en tant qu'Etre."

K.MARX - Manuscrits, 1844.

LA CONCENTRATION DU CAPITAL

I - CONCENTRATIONS ET CENTRALISATIONS -

Si l'"affaire FIAT-CITROEN" a eu l'honneur de la première page des journaux pendant quelques jours, il n'en est pas de même de ces nombreuses "affaires" qui, ces derniers temps, et de façon presque quotidienne, ont été publiées dans divers journaux spécialisés. Les concentrations ont été particulièrement nombreuses ces derniers mois, que ce soit dans l'automobile, l'électronique, la chimie, la banque ou... le sucre

"Concentration" en fait est le mot couramment employé, qui recouvre deux réalités : la concentration, entre les mains d'un capitaliste, des moyens de travail se distingue (en théorie) de la centralisation, fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre.

La réalité montre une image très complexe : il n'est pas deux concentrations qui soient les mêmes ; en fait, on peut considérer des modèles de concentrations "types", "purs", dont toutes les concentrations réelles ne seraient que des combinaisons.

Tout d'abord, la forme des concentrations :

La forme la plus "solide", c'est la nationalisation comme elle fut faite pour la S N C F ou comme elle vient de se faire en Italie pour l'Electricité entre autres (nombreux) exemples.

Ensuite, la fusion-absorption où l'une des sociétés disparaît (ses actionnaires étant indemnisés), par exemple l'absorption de BERLIET par CITROEN, celle du trust chimique italien MONTECATINI par EDISON (pour donner la MONTEDISON), celle de la CESCO par THOMSON

Puis la fusion avec constitution d'une société nouvelle, par exemple THOMSON avec C S F...

Les prises de participation constituent une autre forme de concentration, par exemple FIAT-CITROEN.

Enfin, et pour arrêter ici une énumération qui pourrait encore se poursuivre longuement, le holding, société purement financière détenant une fraction des actions des entreprises concentrées, suffisante pour les contrôler ; sont les holdings : MICHELIN (qui possède 45 % des actions CITROEN), RHONE-POULENC, I R I (holding d'état italien qui vient d'absorber la MONTEDISON...).

....

Il y a deux types "purs" de trusts : horizontal et vertical. L'intégration horizontale est un regroupement d'entreprises d'une même branche, par exemple le trust de l'automobile... L'intégration verticale est un regroupement d'entreprises qui se fournissent mutuellement leurs matières premières, par exemple RHONE-POULENC (chimie, pharmacie, textiles artificiels). Le trust "Standard Oil" aux USA est à la fois horizontal et vertical, comme le sont la plupart des trusts.

Enfin, la concentration peut être nationale ou internationale.

Nationale, elle l'est quand deux entreprises d'un même pays se concentrent, par exemple SIEMENS (All.) et A.G. TELEFUNKEN (All.).

Elle est internationale quand il s'agit d'entreprises de trois pays différents, par exemple l'absorption d'entreprises européennes par des compagnies américaines (Général Electric absorbe BULL...) ou fusion d'entreprises du Marché Commun (RHONE-POULENC (F) avec BAYER (A) ROUSSEL UCLAF (F) avec HOECHST (All.)...)

Depuis longtemps, bien avant la première guerre mondiale, on a observé que le processus de concentration financière se développe en même temps que l'industriel. Fusions de banques ou de banques et de compagnies d'assurance se sont multipliées, sans parler du rôle de l'Etat BNP-SUEZ avec CFCB, WORMS avec PRESERVATRICE, BNP avec la NATIONALE Sans entrer dans le détail de cet aspect très important le lien qui existe entre concentration industrielle et financière se conçoit facilement : l'un entraîne l'autre et réciproquement, la seconde est nécessaire à la première.

On peut s'interroger sur le pourquoi du processus de concentration et de son intensification (il y a trois fois plus de fusions en 1965 qu'en 1957). C'est ce qu'on va schématiquement esquisser, en essayant d'en tirer quelques conclusions.

2 - LA CONCENTRATION, LOI DE L'ECONOMIE CAPITALISTE -

C'est parce que le monde capitaliste est dominé par la marchandise parce qu'une grande partie de la population, les prolétaires, est obligée de vendre sa force de travail à une autre partie, les capitalistes (qu'ils soient propriétaires privés des moyens de production comme à l'Ouest, ou propriétaires collectifs comme à l'Est), c'est parce que ces deux classes sont antagonistes, irréductiblement opposées l'une à l'autre, c'est parce qu'elles ne cessent de lutter l'une contre l'autre, classe contre classe, qu'il existe - à l'intérieur du monde capitaliste - des forces qui tendent à le détruire.

...../

MARX a montré que, du fait de ces forces internes, contradictoires, de la production capitaliste, celle-ci était soumise à différentes "lois". Comme toutes lois, celles-ci doivent être considérées comme des tendances qui, sous certaines conditions, peuvent être contrariées, mais finissent toujours par s'imposer. Parmi ces "lois de développement", cinq sont particulièrement importantes :

- La nécessité de la croissance du capital productif (accumulation sur une échelle élargie) c'est-à-dire que l'ensemble des capitalistes est obligé, toujours et encore, d'investir ; mais non seulement d'investir, mais d'investir plus qu'avant ...
- L'internationalisation du mode de production capitaliste, qui envahit les pays qui ne lui sont pas encore soumis.
- La baisse tendancielle du taux de profit, c'est-à-dire qu'à long terme, et malgré les fluctuations en sens contraire, la masse du profit représente une part de plus en plus faible par rapport au capital investi.
- L'élévation de la composition organique du capital, ce qui, en gros, signifie qu'on investit de plus en plus dans les équipements, machines etc. relativement aux salaires.
- L'intensification de la concentration et de la centralisation du capital.

Naturellement ces lois sont étroitement liées les unes aux autres elles ne font toutes qu'exprimer, sous différents angles, une même réalité : un monde où une classe, le prolétariat, est exploitée par une autre classe, la bourgeoisie:

" L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La concentration des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur, et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers" (K. MARX "discours sur le Libre-Echange")

"La baisse du taux de profit, et l'accumulation accélérée ne sont que de expressions différentes du même processus : elles expriment toutes deux le développement de la productivité de travail. De son côté, l'accumulation accélère la baisse du taux de profit, dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle et, par suite, une composition supérieure du capital. D'autre part, la baisse du taux de profit accélère également la concentration du capital et sa centralisation par l'expropriation des petits capitalistes...." (K. MARX : "Le Capital" livre III, section 3).

La concentration n'est que la réponse des capitalistes à la difficulté croissante qu'ils rencontrent, celle d'exploiter le prolétariat (pour lui faire cracher de la plus-value).

....

3 - INTENSIFICATION DE LA CONCENTRATION MARCHÉ COMMUN ET ETAT CAPITALISTE

Si les contradictions du capitalisme annoncent sa fin à long terme, on ne peut cependant concevoir sa marche de façon simpliste. L'économie subit des cycles : à une période de prospérité succède une période de récession où le taux de profit (1) tend vers zéro, sinon de crise (où ce même taux peut être négatif). Ces périodes critiques qui dépendent du taux de profit, lui-même dépendant de l'exploitation du prolétariat, de la productivité du travail, ces périodes donc sont les forces les plus pressantes qui conduisent les entreprises à se concentrer, et l'intensification du processus en est étroitement dépendante.

On peut le constater dans le cas des U.S.A. aujourd'hui, comme dans celui du Marché Commun.

L'histoire économique européenne des dix dernières années est caractérisée par la formation du Marché Commun, lui-même précédé par la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) dans les années 1950. Le Marché Commun n'est pas seulement la résultante de la concentration des capitaux, c'est également le moteur d'une nouvelle phase de la concentration des capitaux en Europe et au-delà.

Le Marché Commun a traversé plusieurs phases reliées à l'évolution des économies nationales et de l'économie mondiale.

En première approximation, on peut voir deux phases :

- de 1958 à 1962, on assiste à une rapide expansion économique et le processus de concentration n'est pas prononcé,
- à partir de 1962, on entre dans une phase de ralentissement, de récession suivie de faibles périodes de prospérité, d'ailleurs inégalement répartie dans les différents pays du Marché Commun. La concurrence s'intensifie le processus de concentration aussi : en 1963 il y avait 111 cas de concentration ou d'échange de participation (pour ne s'en tenir qu'à ces deux formes de concentration); en 1967 il y en avait 343.

Le capitalisme contemporain est de même nature que celui que connaissait MARX, mais il n'en a pas la même forme. Un élément déterminant aujourd'hui, c'est l'Etat. Le capitalisme monopoliste d'Etat commence à prendre de l'ampleur en 1930 (tout de suite après la grande crise de 1929, heureux hasard !).

...

(1) le taux de profit est le rapport du profit sur le capital investi.

L'Etat bourgeois voit son rôle devenir prédominant; redistribution des profits, budgets énormes, ... De par sa nature de classe, il oeuvre dans le sens des classes possédantes (ou, tout du moins, de certaines couches de celles-ci), et, en particulier, il favorise les concentrations de plusieurs façons : en promulguant des lois les favorisant (par des dégrèvements fiscaux ou par d'autres moyens) comme le prouve la loi du 12 juin 1965 ou les ordonnances de décembre 1967 ; d'autre part, il peut faire lui-même la concentration par nationalisation directe (S. N. C. F. ...) ou indirecte, en passant par l'intermédiaire de sociétés mixtes (Pétroles) ou de holdings d'Etat (cas de la Chimie en Italie) ; enfin "dans la concurrence internationale, les états accordent le plus souvent une préférence à leurs nationaux face à leurs grands concurrents. notamment par l'intermédiaire des commandes publiques" (Le Monde diplomatique - novembre 1968).

Le rôle de l'Etat prend le plus souvent une forme ambiguë, particulièrement en ce qui concerne l'état gaulliste.

D'un côté l'Etat favorise les concentrations nationales pour pouvoir constituer des unités au moins aussi puissantes que celles des pays concurrents (et néanmoins amis !) afin de "pouvoir parler sur un pied d'égalité" .

De l'autre côté, cette rationalité de l'Etat national peut s'opposer aux intérêts de telle ou telle firme privée, par exemple le cas CITROEN.

Enfin de par sa nature, l'Etat peut, à certains moments, être dans une situation critique : l'Etat gaulliste reçoit l'appui des petites et moyennes entreprises, ainsi que de la paysannerie et fait la politique du grand capital (ou du moins de certaines de ses couches) qui s'opposera à sa base électorale.

4 - - LES CONSEQUENCES

Malgré les énormes lacunes de la théorie révolutionnaire, fruit de 50 ans de stalinisme on peut prévoir quelques conséquences de l'accélération du processus de concentration .

- ① - La concentration n'entraîne pas obligatoirement, dans l'immédiat, de chômage à l'échelle nationale. En période de relative prospérité, un certain nombre d'emplois nouveaux peuvent être créés, fussent-ils de fonctionnaires improductifs. D'ailleurs, actuellement, la concentration aux U.S.A. ne diminue pas le nombre des entreprises (même si celles-ci font de la sous-traitance) ; c'est le contraire qu'on peut constater. Mais en période de récession, de crise, que se passera-t-il ? Probablement, comme en 1929/1934, un chômage énorme apparaîtra.

- ② - La concentration a pour but ultime une ^{plus} grande exploitation des ouvriers, une productivité du travail plus grande. Des capitalistes obtiennent cette dernière :
- en essayant d'abaisser les salaires (d'où une lutte farouche)
 - en rationalisant, c'est-à-dire en augmentant la productivité du travail; pour cela, ils augmenteront les cadences, ils pousseront la division du travail (comme FORD le fit avec le système TAYLOR et tant d'autres depuis), en faisant travailler ses machines au maximum et, pour cela, en allongeant la journée de travail (où sont les 40 heures d'antan ?) et enfin en automatisant. Mais pour cela il faut mettre en oeuvre des masses de capitaux de plus en plus grandes, etc
- ③ - Comme le soulignent beaucoup d'économistes, ce qu'on constate aujourd'hui n'est que le début. Les capitalistes continueront à le faire. Le processus de concentration va s'intensifier très fortement dans les années, les mois à venir.
- ④ - Le capital a besoin d'un espace vital de plus en plus grand, il s'internationalise ; ce phénomène n'est pas nouveau, LENINE, et bien d'autres avant lui, le signalait au début du siècle. Il est probable, qu'à cette internationalisation des capitaux, le prolétariat répondra par une internationalisation de ses luttes.
- ⑤ - L'Etat capitaliste et défenseur direct des intérêts de la bourgeoisie voit son rôle aller en grandissant et devenir capital ; il reçoit un appui grandissant des "organisations ouvrières" comme le P. C. F. ou la C. G. T. Ces dernières ne tarissent pas d'éloges sur la "nationalisation" des entreprises françaises. Encore une fois, la preuve est fournie : le P. C. (qu'il soit en F, en I, ou autres) ne fait que préconiser, peut-être plus intelligemment, la politique que les capitalistes appliquent. Les chiens de garde de la bourgeoisie, à moins que ce n'en soient que les roquets, aboient ; tel est leur rôle.
- ⑥ - Les différents états capitalistes vont se trouver dans de sérieuses difficultés
- d'un côté, de par leur nature nationale, ils tendent à s'opposer à l'internationalisation des capitaux,
 - d'autre part, ils sont placés dans des conditions très nettement différentes en Allemagne la concentration est beaucoup plus poussée qu'en France ; la crise monétaire, révélatrice de la situation difficile du capitalisme mondial touche de diverses façons chacun des pays comme ses récents développements (mais non derniers) le montrent.
- ⑦ - Enfin, nous affirmons que ce processus de concentration, loin de supprimer les contradictions du capitalisme ne fait que les renforcer, que ce capitalisme soit monopoliste d'Etat comme dans les pays "libres" ou bureaucratique d'Etat comme dans les pays "communistes", "socialistes" ou "socialistes dégénérés" (U. R. S. S., CHINE et autres).

DEVALUATION A LA PETITE SEMAINE

Fortement ébranlée par la grève générale, la bourgeoisie française - particulièrement dans ses couches les plus arriérées - tendait depuis juin à rétablir sa situation par une remise au pas de la classe ouvrière (persécution des éléments les plus actifs, augmentation des cadences, annulation de certaines concessions, etc). Sur le plan de la politique économique, cette situation aurait normalement dû se traduire par une dévaluation du franc. En abaissant la valeur de leur monnaie par rapport aux principales monnaies étrangères, les capitalistes français réduisaient du même coup la valeur réelle des salaires, et se donnaient ainsi la possibilité de vendre moins cher sur les marchés mondiaux, sans pour autant réduire leurs profits.

Le succès d'une telle politique supposait évidemment que les salaires n'augmentent pas en proportion de la dévaluation. D'où la nécessité de pratiquer une déflation, c'est-à-dire de freiner le rythme de l'accumulation du capital, par des économies sur le budget de l'Etat et une restriction du crédit bancaire.

Dans ces conditions, en effet, les patrons opposent une résistance plus forte aux demandes d'augmentation, et les travailleurs eux-mêmes, se sentant guettés par le chômage, mettent en général une sourdine à leurs revendications.

Mais cette stratégie, parfaitement logique en elle-même, était rejetée par la fraction dominante de la bourgeoisie, celle qui avait en mains l'appareil d'Etat. En effet, dévaluer le franc c'était renoncer au projet de refaire de PARIS une grande place financière internationale, et c'était surtout ouvrir la porte à une pénétration plus rapide des capitaux étrangers dans l'industrie française (un même capital pouvant acheter davantage d'entreprises, tant que le niveau des prix français n'aurait pas augmenté en proportion de la dévaluation). La dévaluation menaçait donc de saper le peu d'indépendance que conserve encore le capital français par rapport au capital allemand et surtout américain.

En outre, dans la mesure où la politique de dévaluation et de déflation impliquait une attaque frontale contre la consommation ouvrière, elle n'allait pas sans quelques risques, au lendemain d'une grève générale sans précédent, et dont l'issue n'avait pas détruit la combativité des travailleurs.

La direction capitaliste allait donc chercher à se tirer d'affaire par une fuite en avant. Au lieu de restreindre l'accumulation du capital, elle tentait de l'accélérer, comptant se trouver au bout du compte en position suffisamment forte pour ramener l'exploitation des travailleurs à un niveau satisfaisant, grâce à des modernisations et des rationalisations judicieuses.

Mais cette politique, qui demandait un an ou deux pour porter ses fruits, ne pouvait réussir que si durant ce temps l'ensemble des capitalistes français y adhérait de bon coeur. En effet, pour relancer rapidement "l'expansion" il fallait accepter un déficit important du budget de l'Etat, et ouvrir largement les vannes du crédit aux entreprises. Chaque capitaliste se trouvait dès lors - grâce à l'argent liquide qu'il empruntait à bon compte doté d'une large autonomie, qu'il pouvait employer au détriment des intérêts généraux de sa classe.

C'est précisément ce qu'un grand nombre de capitalistes ont apparemment choisi de faire. Terrifiés par la propagande gouvernementale, qui mettait l'accent pour les besoins de sa cause, sur l'imminence du péril révolutionnaire, ou simplement attirés par la perspective d'un profit facile, tiré d'une éventuelle réévaluation du mark, ces mauvais patriotes s'empres- saient d'exporter à l'étranger, non pas des marchandises, mais leurs propre capitaux ou ceux qu'ils pouvaient emprunter. La fuite des capitaux faisait fonder à vue d'oeil le stock d'or entassé depuis dix ans par la Banque de France (au détriment, d'ailleurs, des investissements productifs, mais ceci est une autre histoire ...). Ce vote de méfiance - franc et massif - envers le conseil d'administration de la société bourgeoise s'accompagnait dans l'étable parlementaire, des grognements qui signalent habituellement l'existence de divergences plus ou moins profondes au sein de la classe capitaliste.

Pour tenter d'apaiser les remous, la direction capitaliste se résignait à renverser brutalement sa politique budgétaire et monétaire, tout en s'accrochant à la parité officielle du franc, dans l'espoir qu'une réévaluation du mark allemand lui permettrait au moins de sauver la face. L'intensification de la fuite des capitaux, et le manque de compréhension des capitalistes étrangers - qui ont leurs propres intérêts à sauvegarder - ont bien failli balayer cette ultime résistance. Et si l'échéance a été rejetée, ce n'est sans doute pas pour très longtemps - car même le grand homme de l'Elysée sait qu'il existe des réalités sur lesquelles les discours n'ont pas de prise.

La principale de ces réalités, c'est que la marge de manoeuvre dont dispose actuellement la bourgeoisie est des plus minces. Si, contrairement aux grèves de juin 36, celle de mai 68 n'a abouti qu'à des concessions insignifiantes pour la classe ouvrière, ce n'est pas parce que l'étouffement bureaucratique de l'action ouvrière aurait été cette fois plus efficace ; c'est, de toute évidence, parce que le capitalisme n'est plus en mesure de supporter des sacrifices importants.

Il en résulte que l'idéologie réformiste répandue par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier trouve de moins en moins de contrepartie dans la réalité sociale. Il n'y a plus de milieu entre l'acceptation pure et simple de conditions d'existence de moins en moins acceptables, et des luttes de plus en plus violentes, débouchant sur la mise en cause des bases mêmes de la société de classe.